

L'impératif territorial (Partie 1)

Denis Retaillé

Celui qui voudrait que sa patrie ne fût jamais ni plus grande ni plus petite, ni plus riche ni plus pauvre serait le citoyen de l'univers.
Voltaire, Patrie, Dictionnaire philosophique.

Le territoire semble là, dès le début de l'Histoire. Ni la variété des trajets, ni la diversité des formes de société n'introduisent d'exception à la règle : les organisations sociétales tendent partout et toujours à l'exhaustivité des fonctions en limitant les différents secteurs de l'activité sociale à un même espace. L'interaction qui en ressort assure cohésion et identité d'un même mouvement. Ainsi, toute société manifeste-t-elle une tendance à la territorialisation, avec ou sans domination des fonctions politiques. Cohésion verticale mais aussi coalescence horizontale. La découverte d'une forme abstraite d'organisation et d'identité, capable de résoudre les contradictions séparant les activités humaines quand elles se modernisent, a placé l'unité primordiale du côté de la transcendance. L'État, par le territoire, s'abstrait de la société mais s'ancre dans une nature antérieure et durable que nulle péripétie ne devrait pouvoir transformer. Alors l'histoire peut commencer, en tout cas cette histoire " moderne " qui voit alterner guerre et ordre entre les États, enrobés dans un discours de légitimation qui s'appuie sur une base de naturalité et que l'on appelle " idéologie " [1]. Territoire, idéologie, ce raccourci de la fonction politique est un peu audacieux. Ce n'en sont cependant que les deux bornes. Toutes les raisons du monde peuvent se trouver brutalement balayées par le réveil, rarement spontané, d'une identité ou d'une idée, action politique toujours, dont le territoire est le sanctuaire marqué d'icônes et à laquelle l'idéologie fournit le dogme. Examiner l'impératif territorial, c'est d'abord, et paradoxalement si l'on s'en tient aux mots, reconnaître qu'un territoire - comme une idéologie - est justiciable d'un examen critique. Les conditions de sa " production " (légitimes ou non) peuvent être analysées : le territoire est objet de connaissance même si, par ailleurs, il fascine et enchante acteurs ou sujets. Mais aujourd'hui, le problème prend un autre tour. L'examen de l'impératif territorial porte aussi sur la pertinence de la forme " territoire " comme base d'une légitimité qui doit s'élargir aux dimensions du monde pour un nombre croissant de décisions et d'actions. Que devient-elle dans ce cadre nouveau ? Les mouvements de contre-mondialisation (fractionnements), sont-ils seulement la

marque d'un archaïsme, un combat d'arrière-garde sur le chemin d'une société-monde ? Retirer au territoire sa transcendance, déchiffrer et montrer la complexité de sa construction sont-elles des opérations capables de fournir l'outillage nécessaire à l'invention de nouvelles formes politiques ? Nous nous retrouvons là, dans la même position d'ouverture du savoir vers l'action qui a déjà conduit à des " réalisations " tendant à accorder le " réel " à ce qui " devait être ". Position délicate. Une nature et une idée, d'abord distinctes puis confondues et renforcées l'une par l'autre, voilà la naissance du territoire. Des mots qui dérivent, entraînant les concepts dans l'architecture d'un déterminisme géographique, c'est l'héritage dont la captation politique s'est traduite par le découpage universel, l'invention du monde que nous connaissons et que nous avons " perdu ". Mais l'histoire n'est pas finie et le temps à venir est toujours envisagé comme un lieu. Terre promise. Sa localisation, sa forme, son extension varient selon les discours : l'intentionnalité des acteurs-inventeurs du monde focalise la visée d'une géographie rénovée du politique. Plus encore, la repolitisation globale du géographique (la géographie moderne a d'abord appartenu aux Sciences morales et politiques avant de devenir une Science naturelle) permettrait d'échapper à la description d'évidence ou à la justification de l'existence. Que devient l'impératif territorial dans cette double transformation de l'objet - le Monde - et de la méthode - la Géographie - ? Ce problème qui peut sembler confiné dans le domaine pratique est un véritable défi théorique au risque de l'imagination. L'invention du monde : la dérive des mots... de la terre au monde, par l'État. La volonté de monde : de la géographie spontanée à la géographie politique, par la responsabilité.

L'invention du monde Sans s'interroger sur l'origine du Monde et de la Vie mais en observant la prise de conscience progressive de l'allure de la terre des hommes et des relations qu'entretiennent ses différentes parties, la géographie est une écriture à double sens. Elle est écriture au sens le plus formel et codifié, description ordonnée au moins, explicative souvent, du réel localisé à la surface de la terre, en tant qu'il est localisé. D'un autre côté, tout homme ou tout groupe d'hommes impriment à cette surface terrestre un sens géographique, par leur regard et leur action qui différencient les lieux. Ces deux géographies, la discursive et la " spontanée ", sont assez mal départagées tant il va de soi, dans le savoir commun, que les objets géographiques sont des " êtres " (essences) avant que d'être. Nous avons d'abord à nous débarrasser de cette " naturalité " des divisions spatiales qui sont la base ou l'expression empirique des phénomènes décrits par l'ensemble des Sciences sociales. Je veux déjà parler du

territoire. Pour éviter d'embrouiller les catégories et les figures spatiales, je ne reconstituerais que l'itinéraire géographique qui a conduit à ce tableau du monde que nous connaissons et qui peut-être s'efface : le monde des États " nationaux " et " territoriaux " dans lequel l'organisation, l'identité et l'institution politiques des groupes humains sont, au moins fictivement, accordées voire réglées par le territoire. Il faut alors remonter à la Genèse (le Livre) et aux Histoires (enquêtes) d'Hérodote. De la Genèse nous avons hérité une structuration de la pensée qui combine le temps, la différence et le progrès (la complexité). A chaque étape de la création, correspond un palier d'accomplissement du plan. S'y ajoute la différenciation croissante qui conduit du lieu et du temps d'Éden aux généalogies des fils de Noé et à la dispersion des habitants de Babel ; la diversité du monde prend son allure presque définitive. Il faut encore que les " races " cherchent leur place, circulent et s'établissent, s'ajustent, reviennent, tournent autour de la terre, Canaan. Généalogie et territoire sont les deux constantes de cette Histoire. Loin de cela, Hérodote et les géographes grecs qui l'ont suivi, s'efforcent aussi d'ordonner leur monde. Leur souci est à la fois identique et pourtant très différent de celui des auteurs du texte religieux. Identique car il s'agit de donner du sens au monde ; différent car il s'agit d'y loger la réalité concrète contemporaine en vue de l'action. L'écriture de la terre commence par l'explication de l'inimitié entre les " peuples " (affaires d'enlèvements), créatrice d'identité. Autour de ce noeud du monde où se rencontrent et se différencient Grecs, Perses et Égyptiens, sont ensuite exposés et disposés les continents imaginés, avant que d'être progressivement découverts puis ajustés sur le planisphère en construction. Leur nom et leur caractère sont fixés à l'avance. Une fois encore, lorsque s'achèvent les circumnavigations des Temps modernes, l'assimilation persiste d'un continent et d'une couleur d'humanité, noir, jaune, blanc, ou d'un continent et d'une civilisation, même approximativement définie par une plante alimentaire (le riz et l'Asie), une religion (le christianisme et l'Europe), une couleur vraiment (le noir et l'Afrique). Les caractères ne se superposent jamais parfaitement, et au besoin, des sous-continentes sont plus tard identifiés (Inde, Amérique latine). Il n'en reste pas moins que, par réduction, les civilisations sont d'abord représentées par des îles terrestres. La différence première tient dans ces caractères là, aux lieux de la rencontre bien sûr, en conformité avec l'expérience (la partition grecque, le planisphère de Mercator) ou avec les textes révélés (la partition médiévale selon les trois lignées des fils de Noé). Dans les mêmes temps, chez les Grecs comme chez les " rationalistes " du début du Monde " moderne ", une distance scientifique est prise de cette réalité sous influence. Mesurer et tracer les limites des terres

et de la terre, localiser sur un graticule, isoler incontestablement des ensembles géographiques non plus dans l'ordre des hommes et de leur règne mais dans celui de la Nature, voilà des opérations à visée objective dont la géographie du monde des hommes ne se remet que difficilement. Car les prémisses n'ont pas été invalidées. L'Europe pour preuve, continent à part entière, alors que le " monde indien " n'est que sous-continent. Les limites physiques de la " terre continue " (Terra continans) peuvent être arrangées. Et l'Oural devient frontière de premier ordre quand l'Himalaya n'isole qu'une province de la vaste et massive Asie. Hésitation encore devant l'Amérique puis, après son invention en 1507, devant l'humanité de ses habitants. Même si la découverte physique et le dessin incontestable des contours tirent vers la nature terrestre du monde, l'idée a précédé et n'a jamais été fondamentalement révisée après la découverte, au moins pour le " vieux " Monde [2]. La dérive ne pousse pas seulement du contenu au contenant. Elle touche aussi les concepts ; une réalité vécue et locale devient abstraite dans un schéma spatial. Elle est même étendue à la catégorie géographique entière, une surface le plus souvent. Les géographes grecs, par exemple, ne se sont pas contentés d'enquêtes de restitution. Ils se sont toujours efforcés de localiser tous les lieux identifiés selon des coordonnées astronomiques et terrestres à la fois. Ptolémée, pour finir, a collationné le savoir géographique vérifiable de ses prédécesseurs, soit huit mille noms de lieux. Tous sont placés sur un graticule bien amélioré depuis Eratosthène. Les coordonnées sont exprimées en angles (klima) qui servent à découper la surface de la terre en sept " zones ". Carte. Mais l'extension aux zones des jugements portés sur la qualité des milieux et la richesse des contrées, conduit tout droit à la théorie des climats que l'on retrouve chez Montesquieu ou Herder et plus ou moins encore dans tous les raisonnements approximatifs portant sur le sous-développement des régions tropicales. Du climat (l'angle) à la zone géographique, du continent à la civilisation, le croisement des deux dimensions fournit une première trame de différenciation du monde. Elle le structure autour du lieu d'émission de l'histoire, le centre des terres émergées dans la zone moyenne dite tempérée. En s'écartant de notre lignée " géographique ", mais si peu tout compte fait, le processus prend encore plus de relief, comme perfectionné. Reprenant l'héritage grec, les savants abbassides n'ont pas remis en cause l'autorité de l'ancienneté (ce qui ne se peut) mais l'ont adaptée aux circonstances du temps. Ptolémée avait-il désigné sept klima, Mas'udi reconnaît sept iqlim qui ne sont cependant pas disposés de la même manière. Aux angles de latitude sont substitués des secteurs ayant Bagdad pour sommet, ouverts en direction des " civilisations " périphériques. Mais ces secteurs sont rapidement devenus, pour des raisons pratiques, des

iqlimyya, des provinces d'administration, un découpage pour finir [3]. Tout n'est que construction on le voit, une auto-organisation du discours assez stupéfiante : le contenu sert d'abord à désigner le contenant, puis le contenant détermine le contenu. L'identité partielle est étendue à un espace imaginé ; une fois délimité, l'espace imaginé devient le critère d'identité. Le territoire est le concept mixte qui permet la bascule quand la localisation (qui peut être simplement une direction) devient contrée par le glissement d'un caractère dans un quadrillage établi indépendamment. L'inversion achève l'opération et l'invention du monde continue par l'évolution du contenu des cadres qui restent fixes : de la tropicalité au sous-développement et à l'identité culturelle ; des steppes enfoncées en coin entre forêt et désert à l'Empire russe par la mobilité des Tatars et à l'URSS puis la CEI ; de l'Empire romain à l'Europe unie par le christianisme, l'idéologie nationale puis une éventuelle " maison commune " ; les exemples sont nombreux d'ensembles géographiques définis par une limite, que l'on cherche à justifier par un contenu et, souvent, encore, à réaliser. Le territoire est bien là d'abord. Nous le vérifions avec l'aventure africaine de la territorialisation, en décelant au passage un dernier aspect du processus d'invention. Sur la carte blanche, l'impératif territorial est cartographique. Il se traduit par le remplissage de limites toujours repoussées vers l'intérieur inconnu, jusqu'à la rencontre de cartographies concurrentes. Des " zones ", des continents-civilisations et une subdivision plus ou moins fine : l'invention du monde est une représentation et sa projection européenne l'a emporté. Nous pouvons l'admettre là où les Européens ont été effectivement responsables du tracé des frontières. Mais que penser de la Chine [4] et, dans une configuration un peu différente, de l'Inde [5] ? Ces États sont aussi des civilisations (ce sont d'ailleurs les deux géants démographiques) qui toutes deux se conforment bien à l'impératif territorial du type dedans/dehors, de manière très rigide d'ailleurs, sans qu'il soit nécessaire d'établir un nouveau cadre d'identité. Au total, l'europanisation du monde qui résulte de ce découpage en territoires, se ramène à une méthode cartographique d'identification, manière privilégiée et simplifiée de donner du sens à tout ce qui se trouve à la surface de la terre. Des surfaces délimitées sont ajoutées les unes aux autres jusqu'au recouvrement complet des terres émergées. L'affaire ne s'arrête pas là. La dérive du contenu au contenant et son effet de retour participent d'un schéma beaucoup plus global d'appréhension du monde qui est présent, implicitement, dans les apprentissages comme dans les approches " savantes ". Il suit fidèlement la progression de la Genèse, au moins comme structure fondamentale (à chaque étape un palier) et reconnaît dans la différence la marque du progrès, au temps du monde. Aujourd'hui

coexistent, comme en toutes les époques, des étapes différentes de la marche de l'humanité. Une hiérarchie en ressort, comme fatale, avant la grande égalisation finale. Vision d'Européens ? Illusion ? Peut-être. Il est toujours pertinent d'observer ce qui se réalise de ces discours et comment. Une Philosophie de l'Histoire bien nette sert de base à l'itinéraire intellectuel de découverte du monde et de son temps. Elle est aisément identifiable, malgré la trop grande familiarité que nous en avons tous, par un tableau de correspondance des thèmes et des concepts de notre histoire et de notre géographie, assortis du principe de construction qui cimente l'ensemble. Voilà un modèle efficace d'intégration des éléments de l'invention : des moments, des lieux, des niveaux [6] :

PERIODE	NOTION	ESPACE	NOTION	PRINCIPE
historique	géographique	construit	Antiquité	Civilisation
Zones	Milieu	Naturalisation	Moyen -Age	Modernité
Continents	Développement	Historicisation	Temps modernes	Epoque
Europe et	Europe et	Territoire	Universalisation	contemporaine
1 Révolutions	prolongements	Epoque	contemporaine	2 Monde
Affrontement	Monde	Puissance	Système	Mondialisation

Quand les sociétés ont parfaitement les couleurs de leur milieu, quand leurs orientations matérielles s'accordent bien aux mythes, au plus tôt de l'histoire donc, les civilisations peuvent être identifiées, sans trop de précautions. Un morceau de terre, une activité dominante, un corps de croyances suffisent, dans cet ordre, à fixer quelques lieux de naissance de l'histoire humaine. Rappelons-nous nos premiers apprentissages. La diversité de l'Humanité apparaît très tôt et déjà formalisée. Elle est logée dans une construction savante liant l'homme à la terre. L'accent porte d'ailleurs immédiatement sur la différence, la limite, le découpage. Celui qui a prévalu dans l'ordre physique se retrouve dans l'ordre humain, non seulement comme méthode, mais aussi dans sa trace. Les continents et les latitudes, la terre et la mer sont les référents de base. Au plus tôt de l'histoire, dans une relation de très grande proximité des caractères physiques (observés aujourd'hui, ce qui constitue un anachronisme et une faute méthodologique sur laquelle on ne peut s'étendre ici), les civilisations sont inscrites dans la nature. Leur différenciation échappe ainsi au classement de valeur ; mieux même, les morceaux de l'Humanité sont placés à égalité de raison face à une nature terrestre diversifiée et fixée. Adaptées à leur " milieu ", les civilisations sont confinées et condamnées à la séparation ou à l'affrontement marginal dans les confins indécis (lutttes nomades/sédentaires). Il faut une civilisation ouverte sur le monde par sa situation " privilégiée ", prête à l'aventure de la circulation, pour que s'entame le processus d'échange et de

mutation liée à la confrontation. Alors que l'arrangement des contraintes formerait les cultures et les civilisations naturalisées, il n'y aurait histoire que par la coalition, volontaire ou non, de cultures différentes [7]. Ce lieu de la concentration de l'expérience humaine du monde, capable de changement (de progrès), est tout désigné. Elisée Reclus, qu'on ne peut soupçonner de mépris pour la différence, ou de sentiment de supériorité raciale, l'exprime au mieux, dans une expression touchante de sincérité où l'on voit poindre un besoin d'optimisme historique. " L'Asie a pu donner naissance à plusieurs civilisations locales, mais c'est l'Europe qui en hérita pour les unir en une culture plus élevée, à laquelle pourront prendre part tous les peuples de la Terre " [8]. L'affranchissement des contraintes locales est producteur d'une plus-value par l'accès à la variété matérielle et culturelle du monde. C'est l'entrée en histoire par la Modernité, la séparation de l'aventure intellectuelle et de l'aventure matérielle en des secteurs séparés qui vont pouvoir s'informer l'un l'autre alors que dans les civilisations naturalisées, la nature-culture fait bloc et la situation est arrêtée. Les Européens qui inventent cette histoire du monde, dessinent, à ce moment, une seconde trame géographique qui représente la diffusion de l'Europe selon un gradient de proximité-éloignement. C'est la carte du développement, de la plus ou moins grande intégration dans un système européen-centré. Que l'on parle de Révolution industrielle, de transition démographique, de transition démocratique, d'urbanisation, de développement humain, la même structure organise la compréhension : des étapes, des paliers, des différences hiérarchisées, la Genèse. L'Histoire (l'Esprit et la Raison) mène son oeuvre sur la base " naturelle " des civilisations ; Hegel a clos cette démonstration [9]. Entonnoir de peuples, réceptacle de civilisations et de thèmes culturels, la péninsule occidentale de l'Asie prend son caractère par la diversité. C'est la meilleure position d'apprentissage et d'expérimentation de solutions universelles pour le compte du monde, à la rencontre des différences essentielles. La diversité dans la proximité et dans un espace plein, porte vers l'invention d'une forme sociale à cohésion double, externe et interne, permettant à la fois l'identité et le voisinage. Les trois principes de l'État moderne fondé sur le territoire, l'unité, le primat du politique, manifestent la découverte de l'impératif territorial en deux attributs superposés : l'exclusivité et l'exhaustivité que l'on retrouve dans la fiction de la souveraineté totale. Achevées les Guerres de religion, perdue l'idée d'Empire chrétien, la guerre civile européenne prend le relais dans une recherche inachevée de l'accord parfait peuples/territoires. Cela n'empêche pas l'illusion de se développer, étalée sur la terre entière, quelles que soient les dispositions sociales et politiques locales [10]. L'impératif territorial développé en Europe

est universalité par la nécessité de placer toutes les contrées du monde sur un même plan. Comment réaliser la coalescence d'objets qui ne sont ni de même nature ni de même structure ? La jonction de l'impératif cartographique et de l'impératif territorial, comme outil de la pensée du monde et accessoirement de sa conquête ou de sa domination, achève le processus d'invention. La touche finale n'est que le passage à l'explicite. La hiérarchie des puissances dans ce monde l'organise et le boucle en un système par lequel se diffuse l'unité de l'ensemble. Voilà l'histoire que nous nous racontons, le tableau géographique que nous nous montrons. C'est un discours centré, idéologique mais aussi le témoignage d'une réalité imaginée qui a pris corps dans le monde comme réunion d'ensembles séparés, jusqu'à la limite empirique incontestable de la terre des hommes. Limite vers le haut ! Quelle est la limite vers le bas ? Le Peuple, l'État-nation ? La civilisation ? Ce ne sont guère qu'assemblages différents de sociétés. Il faut alors définir la société plutôt que la prendre en soi. C'est, au passage, le moyen d'observer comment l'impératif territorial intervient dans les assemblages, quels que soient leur extension ou leur structure. Vers le bas, la limite empirique incontestable est alors l'individu, qu'il soit sujet, agent ou acteur, libre ou contraint. Nous n'avons pas à déborder sur ce débat pour examiner le territoire.

[Lire la suite](#)

[1] R. Aron, Paix et guerre entre les nations, Paris, Calmann-Lévy, 1962.

[2] D. Nordman, éditeur, L'Ecole Normale de l'An III, leçons d'histoire, de géographie et d'économie politique, Paris, Dunod, 1994.

[3] A. Miquel, La géographie humaine du monde musulman, Paris, La Haye, Mouton, 1967.

[4] M. Granet, (1929), La civilisation chinoise, Paris, Albin Michel, 1994.

[5] J.L. Racine, " Rama et les joueurs de dés ", Hérodote, n° 71, Paris, La Découverte, 1993.

[6] D. Retailé, " L'État dans l'enseignement de la géographie ", L'Information Géographique n° 1, Paris, A. Colin, 1994.

[7] C. Lévi-Strauss, *Le regard éloigné*, Paris, Plon, 1983.

[8] E. Reclus, *L'Asie Russe*, *Nouvelle Géographie Universelle*, t.VI, Paris, Hachette, 1882.

[9] G.W.H. Hegel, (1822), *La raison dans l'histoire*, Paris, Plon, édition 1965.

[10] B. Badie, *L'Etat importé*, Paris, Fayard, 1992.

L'impératif territorial (Partie 2)

Denis Retaillé

La volonté de monde Simpliste depuis la dénonciation du " fardeau de l'homme blanc ", la critique du tableau européen-centré et le différentialisme poussé jusqu'à l'essentialisme présentent l'universalisation et la mondialisation comme aboutissements de l'impérialisme et déviation inacceptable de la diversité et de l'autonomie des civilisations au profit d'une seule. La dénonciation porte sur des acteurs dominants qui sont de plus en plus des institutions froides, voire des mécanismes insaisissables comme ceux qui se développent dans la sphère financière. Je ne vois pas beaucoup d'efficacité à cette analyse de la situation globale, sinon dans l'ordre de la mobilisation pour la contre-mondialisation. Alors réémerge l'impératif territorial, paradoxalement, dans le camp de ceux qui dénoncent l'aboutissement de la territorialisation du monde sur le mode européen : ethnarques, Prophètes, visionnaires politiques. Pour ou contre le Monde, le Territoire est là, en amont de l'Histoire, comme une entrée ; en aval, comme une sortie ou un refuge ! Si les formes spatiales des groupes humains ne sont pas déjà dessinées dans la nature mais résultent de l'organisation des sociétés et des contacts qu'elles entretiennent, résultent même de la projection dans la réalité de l'imagination géographique qui se développe à partir d'indices superficiels (un nombre, un produit, un paysage etc.), alors il faut examiner l'intentionnalité de tous ceux qui initient la mise en forme pour tenter de fixer le passage de la géographie spontanée à la volonté géographique ou géographie " politique ". Elle exprime l'exercice d'un pouvoir, et, pour réussir, doit s'appuyer sur un minimum de légitimité. L'invention du monde résulte d'une volonté de monde ou, plus exactement, de volontés coalisées ou affrontées, ajoutées ou retranchées, combinées en savoir et pouvoir. Revenons à l'individu comme unité incontestable du genre humain, libre ou pas. Il ne doit sa survie consciente qu'à l'entretien de relations avec des semblables. Mais dans le même temps, aucun de ses congénères ne peut résider au même emplacement que lui. Un groupe humain local, parfaitement primitif, parfaitement isolé et fermé, assurant sa simple survie c'est-à-dire sa reproduction, porte donc sur un " territoire " qui est à la fois ressource et somme des distances séparant chacun des individus de tous les autres. Au degré zéro, la société est un groupe humain habitant un territoire exploité selon une répartition des tâches établie par lieu, et soudé par une coordination qui ressemble déjà à

l'exercice de la fonction politique. Le territoire-ressource constitue une première enveloppe d'identité spatiale, que l'individu en exploite directement et physiquement des produits ou, plus souvent maintenant, qu'il y trouve tous les individus (et les fonctions) dont il a besoin pour survivre dans sa dimension triviale. Le territoire-ressource, c'est l'espace des nécessités vitales [1]. A l'échelle de l'individu toujours, la dimension de l'interconnaissance qui comprend le contact physique, l'affect et la familiarité, fixe la territorialité limitée à un horizon incompressible mais susceptible d'évolution selon la relation sociale, la capacité technique, les pas de temps envisagés. La Territorialité c'est surtout l'expérience de l'unité. Le territoire est fait d'ancres et de bornes partagées par les membres du groupe, qui le caractérisent et le différencient de ce qui constitue l'extérieur, l'espace de l'aventure. Le sentiment ou la perception instituent des seuils, des passages d'un lieu à un autre, d'un territoire à l'autre. Matérielle ou intellectuelle, la marque de la différence qui sépare les lieux est un étage supérieur de l'identité géographique. Au-dessus de l'appartenance territoriale qui tient dans une forme d'immédiateté, la non appartenance ne peut s'exprimer qu'à travers la connaissance relative. A la familiarité s'ajoute, en opposition, l'altérité construite en correspondance, terme à terme. Le paysage, la langue, la forme du contrôle social... Tout peut participer à la reconnaissance de la différence qui distancie les lieux ou mieux les " territoires ". J'appelle " Géographicit   " cette expérience de la différence par la distance [2]. Territorialité et G  ographicit   ne se construisent pas tout à fait au hasard. L'intelligence de la surface terrestre n'est pas non plus uniforme ; elle ne se moule pas dans une seule raison et ne se limite pas à une valeur physique des milieux selon un classement unique, celui de la productivité végétale par exemple. La compréhension complète des écarts n'est possible qu'à la condition d'ajouter à ce couple de l'identité géographique un niveau plus élevé de l'abstraction, la géométrie mentale par laquelle chacun dispose les lieux à la surface de la terre. Pour des raisons de commodité et surtout de rapidité, examinons les opposés classiques : nomades et sédentaires. Ils n'envisagent pas l'espace de la même manière. Le territoire nomade est constitué d'un ensemble de lieux éloignés qui ne valent que pour autant qu'ils sont réunis dans une circulation plus ou moins régulière. La territorialité porte sur la disponibilité rythm  e en eau et en herbe, hiérarchisée par la priorité d'accès. La distance topographique importe relativement peu (encore qu'il faille nuancer selon les capacités de circulation). En revanche, les distances écologiques sont très prégnantes. Elles se marquent par la qualité de l'herbe, le volume d'eau, les conditions sanitaires animales, la saisonnalité. Il s'y ajoute des distances sociales selon l'ouverture ou la fermeture des passages,

la liberté de l'eau, la domination ou la soumission. Tout cela dessine une géographicit  qui est simplement l'intelligence des lieux. Mais la forme de cette g ographicit  n'est composée que de points et de lignes, disons d'itinéraires hiérarchisés intégrés ou tronçonnés. La qualité de l'itinéraire et la valeur d'une direction comptent seules. En face, - c'est préjuger de l'existence d'une seule forme spatiale - ou bien au-dessous - c'est préjuger de la saillance d'une forme sur l'autre -, les sédentaires paysans définissent le territoire par le terroir d'abord ou l'ensemble des terroirs complémentaires qui constituent le pays. L'exploitation y est continue dans le temps (investissement foncier) et dans l'espace borné de la " propriété ". La surface est le module spatial de base, sa dimension fait sa valeur. Nul besoin de nous y arrêter plus longuement. Au contact nomade/sédentaire un problème se pose donc. Avons-nous affaire à deux espaces spécialisés par les modes d'exploitation du milieu et les sociétés, limités par un seuil " physique " de pluviométrie par exemple, ou avons-nous affaire à deux formes spatiales superposées (des itinéraires et des surfaces) dont la saillance de l'une n'est que le signe d'une supériorité politique. J'appelle " Spatialité " cette géométrie par laquelle se pense l'espace terrestre et dont nous verrons l'importance lorsqu'il faudra s'habituer à ne pas ramener tous les territoires à une seule métrique, dite topographique, celle du terroir justement, la surface clairement délimitée. Ce qui apparaît dans notre analyse réaliste classique comme conflit de compétence " territoriale " peut être beaucoup plus complexe lorsque des spatialités différentes sont en jeu. Il nous faudra apprendre à manipuler ensemble diverses métriques de l'espace des sociétés. Sociétés agraires ou sociétés industrielles, marché local ou transaction globale, les conditions générales de l'identité géographique se modifient considérablement. Quelles formes sont saillantes sur les autres, quelles formes sont englobantes ? N'est-ce pas affaire de choix et finalement de politique, expression de la volonté de monde qui s'exprime chez des acteurs concurrents. Que devient l'impératif territorial dans tout cela ? N'est-il pas un vieil héritage de civilisation agraire dépassée, héritage de la cohésion assurée par la coalition des soldats et des paysans qui traitent la terre comme une ressource primaire ? Ou bien, dans une variété de métriques qui reste à reconnaître, n'est-il pas la condition de l'organisation sociétale. C'est une première série de questions. Nous croyons découvrir aujourd'hui, dans le monde très contemporain, une ambivalence indépassable devant laquelle l'analyse se trouve désarmée, et qui constitue le motif de notre rassemblement. L'espace des sociétés est fait de réseaux et de territoires. Tant que l'état a été l'individu-acteur privilégié par la science politique, le territoire fut incontestable. Tellement qu'il n'a pas été pensé autrement qu'en termes géopolitiques :   toi, à moi, grand,

petit, riche, pauvre, allongé, trapu, massif, délié, au centre, à la périphérie, continental, maritime, continu, discontinu etc. Tout s'est passé comme si nous n'avions pu prendre en compte, mesurer, éventuellement déplacer, que des stocks, des masses, des solides bien définis, sertis... mais pas les mouvements flous, aléatoires qui sont ceux des fluides qu'on ne peut mesurer qu'en flux [3]. Pour aider à l'analyse positive, ce qui n'est que flux de pensée, de vie, d'initiative a été coagulé en solides : des peuples, des territoires, des richesses. Alors l'impératif territorial est aussi vrai pour le pouvoir que pour le savoir : c'est l'établissement d'un déterminisme simple qui permet d'établir l'information et de prévoir l'action. De cette situation, le passage au réseau marquerait l'éparpillement de l'information et l'éclatement du pouvoir de contrôle, un monde sans ordre d'où s'effacerait la fonction politique au profit de la concurrence des règles : le marché contre l'identité, l'information contre le mythe. Est-ce si simple ? La saillance du réseau sur le territoire est-elle une parfaite nouveauté ? (C'est vrai que nous sommes habitués à l'englobement du réseau par le territoire). L'impératif territorial disparaît-il avec le primat du territoire ? Quelle forme prend-il ? Ce sont les nouvelles questions ou les questions oubliées que doit traiter la géographie du Politique. Deuxième série. Début de réponse. La sorte de géographie " spontanée ", fondamentale, structurale et inconsciente qui pourrait s'écrire selon les considérations précédentes, s'en tiendrait aux représentations sociales de l'espace terrestre et à leur mise en oeuvre, sans du tout s'inquiéter de l'intentionnalité des acteurs. Or, c'est la volonté de monde exprimée par les acteurs dominants et entraînants que veut cerner la géographie du politique, en poussant l'analyse jusqu'à la responsabilité, c'est-à-dire au rebord de la science, juste avant l'action. Dans le monde dominé par l'État ou dans toute forme exclusive et exhaustive de partage, la géographie n'a guère été sollicitée que pour évaluer l'allocation des ressources localisées. Il allait de soi que tous les fonctionnements sociaux étaient réglés sur le même principe : unité interne, altérité absolue de l'extérieur. Il allait de soi aussi que la définition de la société pouvait s'atteindre par sa délimitation, deux opérations confondues déjà observées dans l'invention du monde. Il reste à identifier le médium qui produit l'unité interne et s'interpose dans toute relation externe pour établir le lieu d'exercice de la fonction politique. La géographie qui s'occupe de cette manière est " politique " par ses tableaux et géopolitique par ses principes de compréhension. Les ressources étant localisées, une action volontaire d'allocation et de transformation de l'allocation ne peut être qu'une action de prédation, interne ou externe. A l'intérieur, les règles économiques et sociales orientent la distribution des richesses ; à l'extérieur, la diplomatie et au besoin la guerre servent à

défendre les intérêts " communs " ou " solidaires " de la société interne. Ce couple géographie politique - géopolitique, a connu son développement maximal avec le jeu de puissances. Le monde y est pensé en surfaces, selon un assemblage tout à fait particulier des métriques sociétales, topographique au dedans, topologique au dehors. Topologique d'abord. Il s'agit d'une manière de mesurer les passages brusques d'un lieu à l'autre, d'un niveau hiérarchique à l'autre, d'un territoire à l'autre. La frontière est un seuil privilégié d'observation, c'est le seul qui aille jusqu'à l'exclusive. C'est dedans ou dehors mais ni entre les deux ni ailleurs. Topographique ensuite. Cette manière de mesurer s'applique à suivre la continuité physique, la chaîne de proximité. Une unité topographique, c'est une surface devenue lieu, une étendue dont on a annulé toute distance pour privilégier l'appartenance solidaire mais qui n'en conserve pas moins une dimension. Exclusivité topologique, exhaustivité topographique par la fusion de toutes les fonctions sociales dans l'État ou la Nation, une portion découpée de l'humanité et de la terre en même temps est un pays. Quand il devient beaucoup trop coûteux d'assurer sa puissance en poursuivant la tendance autarcique en même temps que l'activité de prédation (pour simplifier), mieux vaut échanger en se plaçant le mieux possible dans la circulation des biens et des idées, en proposant aux autres ses propres symboles ou en digérant les symboles extérieurs etc. De ce moment, les entités géographiques ne se définissent plus comme des surfaces globales que sont les pays mais comme des réseaux dont les lieux sont les connexions. C'est le lieu qui compte, participant plus ou moins aux flux et dont la position est clairement identifiable. La prédation n'est plus l'activité dominante, celle qui donne le pouvoir ou oriente son exercice. La participation lui a succédé. Alors la géographie passe de la mesure des ressources localisées à celle des interactions, beaucoup plus intéressante en terme politique. En effet, la géopolitique soumet entièrement l'action à la stratégie militaire et diplomatique (géostratégie) ou administrative (aménagement du territoire et éventuellement découpage électoral). La géographie des interactions, quant à elle, doit envisager tous les acteurs, y compris ceux de la société civile, dont les stratégies peuvent être concurrentes ou convergentes en termes de lieux, toujours plus complexes. Les acteurs géopolitiques restent à leur besoin de puissance interne et externe, traitent le territoire selon cet impératif et simplifient les enjeux par l'opposition du à moi et du à toi. Les acteurs en réseau, eux, militent pour la position, pensent en même temps le lieu et le monde et cherchent à minimiser le coût de la surface qui constitue une distance supplémentaire et un poids. La métrique permettant de mesurer l'activité sociale des acteurs en réseau (appartenance interne et relations avec l'extérieur) est de type

topologique sur les deux faces (position dans le réseau, connexions ou non au réseau). L'impératif territorial semble disparu, lui qui est approximativement lié à une métrique interne de type topographique. Ce n'est pas encore si simple. Retenons pour le moment que toutes les activités sociales ne s'inscrivent pas de la même manière dans l'espace, non seulement du fait de dispositions à caractère " culturel " mais du fait de leur nature même. C'est comme d'affirmer que l'espace de production n'a ni la même structure ni la même forme ni la même extension que l'espace de circulation. Pourtant les deux se rencontrent ! Même l'économie réelle et la sphère financière conservent quelques attaches et peuvent embrayer, y compris dans des réactions erratiques. N'en va-t-il pas de même dans le champ du politique ? Non seulement les espaces se rencontrent comme se rencontrent les différents secteurs de la vie sociale, mais peut-être appartient-il justement au politique d'encore organiser l'interaction, pour le profit de tous. Question de responsabilité qui s'accompagne d'un prolongement. Jusqu'où ? C'est alors un problème de définition de la société. Nous y revoilà. Un groupe humain, un territoire, l'exploitation des ressources, le partage des tâches et la coordination : une société globale, quels que soient son étendue et son nombre, se définit par l'interaction des différentes fonctions productrices de société. Aux deux extrémités de la liste des composantes sociales se situent les limites de définition. Ou bien le groupe humain existe en soi avec tous ses attributs ; ou bien il est le résultat de l'entrée en interaction de diverses fonctions sociales et l'on voit mal comment la fonction politique pourrait ne pas être la courroie de transmission de l'événement déclencheur : une guerre, une conquête de peuplement, une révolution [4]. Or, pour obtenir l'interaction maximum entre les différentes fonctions sociales, il est nécessaire de les contenir dans les mêmes limites. La production d'une société est territorialisante en ce sens. Le politique qui porte la responsabilité des choix ne peut se satisfaire d'une dilution des conséquences d'orientation dans un horizon illimité au risque de perdre toute légitimité et éventuellement tout sens. Dans la production sociétale par le politique se trouvent l'exhaustivité tendancielle et la limite. L'exclusivité n'est qu'une conséquence. Ce mixte sociétal qui soude société civile et société politique en une totalité indissociable, est viable dans des conditions de dimension qui sont très variées. Selon la base économique et la volonté de monde, tout peut changer, la dimension topographique, la métrique sociétale, l'échelle du fonctionnement englobant. Agriculture, mine et puissance doivent disposer d'un territoire vaste et exclusif ; échange et richesse se contentent de petites dimensions à la condition d'une forte densité (toutes les fonctions sociétales dans un réduit éventuellement) et d'une connexion bien établie avec une grande

variété de lieux ; industrie et développement situent les besoins géographiques d'une société à mi-chemin de la réserve d'espace et du lieu en s'orientant vers le contrôle des ressources sans obligatoirement passer par l'appropriation. Alors les positions ne sont pas les mêmes : fermeture et accumulation dans le premier cas, nous pensons là aux empires " militaires " ; ouverture et participation dans le second, les cités marchandes s'y retrouvent en position intermédiaire, l'État balance entre la territorialité topographique et l'organisation de l'échange lorsqu'il ne fait pas la guerre. Dans le continuum de ces situations, les choix apparaissent comme des intersections du politique et du géographique, en imprimant à la société une métrique et une échelle d'existence et de fonctionnement qui définissent son identité. L'invention du monde continue donc à la mesure de la volonté qu'expriment les acteurs dominants. Il est certes fini le monde, mais il change sans cesse de forme autant que ses éléments changent de position. Il est fini, mais la complexité gagne, avec le croisement des phénomènes contradictoires de mondialisation de certains secteurs des sociétés, matériels surtout, et de contre-mondialisation d'autres secteurs, culturels au sens identitaire. Mais il fut aussi des époques où les idées ont plus circulé que les produits. Les allures locales qui ont ainsi accumulé des héritages d'origine et d'époque variées, en atteignent l'infinie diversité. Alors, outre le découpage simplificateur en surfaces contiguës, des plans d'organisation peuvent être aisément compris et déchiffrés : le monde des identités culturelles séparées, le système interétatique, le marché mondial hiérarchisé, l'information mondiale. Nous y retrouvons territoires et réseaux. Les interactions entre les plans sont même identifiables : insertion, inclusion, intégration, différenciation, fragmentation, enclavement [5]. Mais à partir du moment où une fonctionnalité sociétale se place à l'échelle du monde et dans la métrique des réseaux, une conséquence doit être tirée. L'impératif territorial étant coextensif de la fonction la plus englobante, l'organisation de la complémentarité et de la concurrence, le respect ou l'anéantissement des différences, tout cela se joue désormais à l'échelle du monde et concerne chaque lieu. L'impératif territorial a été technique et cartographique pendant la période de découverte. Le savoir a guidé le pouvoir et l'a parfois installé. Difficile de dire que le politique, qui est tout de même encore le lieu du pouvoir, doit, maintenant que le monde est plein, guider le savoir ou en susciter de nouveaux développements (c'est la déviation de la géopolitique). Pour moi, c'est juste à côté du Politique que s'établit la relation pouvoir/savoir et la définition d'une science (géographique) du Politique. Le problème nouveau que nous pensons ne pas savoir/pouvoir résoudre de manière réaliste, la concomitance de la mondialisation des phénomènes et de la fragmentation des identités,

propulse la pensée de l'universel vers l'éthique et la délimitation du niveau local vers l'identité. Cela réduit le champ d'investigation d'une nouvelle géographie. Entre l'éthique et l'identité se développe l'action politique qui est gestion et orientation des distances séparant les deux bornes. Voilà un champ géographique. Entre le monde et le lieu, tous les niveaux intermédiaires ne sont que constructions et étapes stratégiques selon le nouvel impératif territorial qui engage la responsabilité des acteurs dans les deux directions. Voilà un champ politique. Jusqu'alors, la coalescence des sociétés avait été simplement traitée par la contiguïté parfaite et la première formule de l'impératif territorial. Maintenant c'est la coalescence des plans de la société qu'il faut inventer. Quelque chose qui ressemble au fédéralisme horizontal c'est-à-dire à l'assemblage de sociétalités inachevées ou incomplètes en des lieux imparfaits, un peu fuyants, et de dimensions très variables [6]. Quelle justice et quelle légitimité dans ce monde apparemment mal ajusté ? Les rebondissements ne cessent jamais. La question est même mal posée. La justice et la légitimité peuvent-elles être le ciment de ces morceaux de mondes établis sur des plans disjoints ? Je n'entrevois qu'à peine les implications d'une telle réflexion malgré Rawls [7]. Depuis que se pratiquent l'aménagement du territoire ou les politiques d'aide au développement, les géographes évoquent la justice spatiale [8]. Elle peut prendre deux allures assez différentes qui ne sont pas sans rappeler l'opposition des métriques et l'enjeu fondamental de l'impératif territorial. Ou bien, cas le plus fréquent et aussi le plus trivial, on pense à l'égalisation des stocks par portion d'espace (des " régions " de même étendue, ou de même population, ou de même puissance, disposant des mêmes structures etc.) la " départementalisation " pour tout dire ; ou bien la complémentarité et la concurrence sont privilégiées en préservant la différence, mais dans l'équivalence des situations (égale faculté de choix, égale faculté d'ouverture ou de fermeture etc.) en plaçant tout lieu dans la position de participer au mouvement d'ensemble. Le territoire ou le réseau se retrouvent, le saupoudrage ou l'entraînement, la campagne ou la ville : les aimants du balancier des politiques géographiques sont partout les mêmes. Et à l'échelle globale deux utopies, c'est le lieu de le dire, peuvent se développer. La " départementalisation " du monde c'est la transformation des territoires hérités ou inventés en circonscriptions de gestion des stocks disponibles ou alloués. Les " départements " (territoires) peuvent être regroupés en " régions " mondiales pour tirer profit de proximités ou dépasser des seuils d'économie d'échelle et d'efficacité. C'est la voie ouverte par le fédéralisme vertical qui reconnaît à chaque palier une compétence totale dans la limite des règles reconnues par tous. Mais la concentration du lieu de décision et l'élargissement de ses

compétences peuvent transformer le monde " départementalisé " en empire-monde. La " polarisation " du monde c'est, à l'inverse, si l'on peut dire, l'attention portée aux lieux (à l'échelle locale de l'apparition de la société globale) et à leur interaction. Mais l'émergence sociétale ne se fonde pas partout sur les mêmes principes ; un même individu peut, en outre, appartenir à plusieurs " sociétés " et plusieurs " lieux ", certains définis par la culture, d'autres par le fonctionnement économique ou politique. Alors les métriques comme les échelles s'embrouillent. C'est le domaine de la multiple appartenance qui ne trouve de solution que dans la réduction asymptotique des distances - toujours l'impératif territorial - par la ville globale désormais [9] [10] . Au total, trois opérations élémentaires cernent l'activité géographique, dont la hiérarchie varie avec la volonté de monde. Localiser, découper, relier : Localiser, c'est identifier un lieu en lui donnant son nom (un nom), sa position et sa dimension. Découper, c'est identifier des lieux en traçant leurs limites, en leur donnant une substance et une place en situation. Relier, c'est identifier les lieux en repérant une position, une substance et une échelle de fonctionnement. La variation des opérations réside dans le changement d'ordre et dans une légère réorientation des concepts qui manifestent une mutation méthodologique sur le versant scientifique et une mutation politique sur le plan de l'action. Prenons quelques exemples : localiser Palestine ou Israël, choisir le nom entraîne une cascade de conséquences qu'on imagine immédiatement tant sur le plan de la position (alliances, développement etc.) que sur celui de la délimitation. Et comment ! Découper les territoires des Slaves du Sud : après avoir localisé, c'est-à-dire nommé une substance ethnique ici, trancher et répartir ne peut être que parfaitement arbitraire (le passage des limites dépend de l'échelle d'observation et des références). Relier. L'opération est simple dans les cas de continuité-contiguïté. C'est rassembler. Elle l'est moins lorsque le phénomène est " discontinu ". L'initiative entreprise pour les Amériques, dans le premier cas, ressemble à une intégration en gradient d'États déjà alliés en plusieurs groupes régionaux plus ou moins serrés. Ce n'est que le projet d'un emboîtement fédéral vertical. L'Union européenne ressortit à ce type. Dans le second cas, je crois pouvoir trouver la mamlaka (forme spatiale de l'Umma), aussi bien qu'IBM ou la diaspora chinoise. Ce sont des réseaux pour lesquels l'impératif territorial joue à la plus vaste échelle sans nécessité de continuité topographique. La connexion suffit. Alors qu'est-ce qu'un chinois musulman employé de Barings-Singapour ? Dans quel ordre prononcer l'identité ? Qui en détermine la pertinence ? La Science politique a privilégié l'État dans son observation des relations internationales pour, dit-on, atteindre le statut de " Science " positive, rendre possible des mesures, aller et

venir entre théorie et vérification empirique [11] . Elle se confinait dans un espace solide pour acquérir une sécurité de mécanicien. Une grande attention portée à ce que les acteurs disent d'eux-mêmes, ce qu'ils sont, ce qu'ils font, comment ils sont et comment ils font, ouvre un nouveau champ scientifique, considérablement élargi en termes spatiaux. Cette libération géographique nous affranchit de l'unique référence à l'espace matériel. C'est de la plus grande conséquence si l'on songe à la transposition dans l'action. Examiner la conscience et l'intentionnalité des acteurs ne suffit plus. Il faut aller jusqu'à comprendre (et forger) l'organisation du champ collectif, qui est le monde, par la substitution de l'acte à l'esprit, de la réalité du mécanisme subjectif à l'idéal de la conscience [12], atteindre la condition de la légitimité : l'entre-soi ; transformer l'attribut du territoire : ressource puis empire, enfin lieu de légitimité. Poursuivre l'invention du monde.

[Revenir à la partie précédente](#)

[1] J. Brunhes, La géographie humaine, édition abrégée, Paris, PUF, 1942.

[2] D. Retaillé, Représentations et enjeux de l'espace au Sahel, Vol. IV, ronéo, Université de Rouen, 1993.

[3] M. Serres, Atlas, Paris, Julliard, 1994.

[4] Collectif, La société civile, CURAPP, Paris, PUF, 1986.

[5] M.F. Durand, J. Lévy, D. Retaillé, Le monde, espaces et systèmes, Paris, 2ème éd. Dalloz, Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques, 1993.

[6] J. Lévy, L'espace légitime, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994.

[7] J. Rawls, Théorie de la justice, trad. française, Paris, Le Seuil, 1987.

[8] A. Reynaud, Société, espace et justice, Paris, PUF, 1981

[9] M. Guillaume, Une fin de siècle épidémique, Arles, Actes Sud, 1992.

[10] Collectif, Les relations internationales à l'épreuve des sciences politiques, Mélanges Marcel Merle, Paris, Economica, 1993.

[11] Collectif, Les relations internationales à l'épreuve des sciences politiques, Mélanges Marcel Merle, Paris, Economica, 1993.

[12] M. Gauchet, Le désenchantement du monde, Paris, Gallimard, 1985.